



Présence Internationale

Rue de la Linière, 11
1060 Bruxelles
Tél: 02/609 44 05
Email: pbibelgium@scarlet.be
http://www.peacebrigades.net
CCP: 000-1668395-92
Fortis: 001-1016453-66

BELGIQUE-BELGIE
P. P.
4800 VERVIERS 1
9/2484

N° 81

Ed. resp. : M. Vasic, Rue de la Linière 11, 1060 Bruxelles - Bureau de dépôt : Verviers 1 - Envoi non prioritaire à tarif réduit
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 10 euros - Cotisation de membre effectif : 13 euros

Editorial

Alors que les négociations pour la formation d'un nouveau gouvernement fédéral semblent bloquées par les problèmes institutionnels et communautaires, notre groupe national de PBI-Belgique est fier de pouvoir envoyer presque en même temps en Colombie deux volontaires des deux grandes communautés linguistiques. En ce mois de septembre, la néerlandophone Ina Vandenberghe et la francophone Catiane Vander Kelen partent en effet rejoindre l'équipe de volontaires de PBI basée dans la région d'Uraba. Elles y retrouveront sur place un autre Belge néerlandophone, présent depuis plusieurs mois, Alexander Therry.

Comme deux représentants de la communauté de paix de San José de Apartado, que PBI accompagne en Colombie, étaient de passage à Bruxelles en ce début du mois de septembre, nous avons eu l'idée d'organiser une conférence de presse non seulement pour permettre à ces témoins de faire connaître leurs conditions de vie extrêmement pénibles en Colombie mais encore pour donner à nos deux volontaires en partance l'occasion de se présenter et de partager leurs motivations.

Le Projet Colombie, dont le bureau de coordination est à Bruxelles, compte quatre équipes sur le terrain, chacune située dans une zone bien précise en fonction des demandes d'accompagnement. Ainsi y en a-t-il à Bogota, à Barrancabermeja, à Medellín et dans la région d'Uraba. Même s'ils restent en général pour un an, les observateurs internationaux qui se répartissent entre ces quatre équipes, sont au nombre de trente en moyenne. Parmi eux, on comptera désormais trois de nos compatriotes. Nous leur souhaitons bonne chance et nous ne manquerons pas de vous donner de leurs nouvelles dans les prochains bulletins.

Etant donné l'importance de l'événement pour notre petit groupe national, la moitié de ce numéro est consacrée au témoignage des deux représentants colombiens et des deux volontaires belges, avec des articles en français et en néerlandais. Pour le reste, vous trouverez aussi un article sur le Guatemala et deux autres sur l'Indonésie.

Dans ce numéro...

Colombie-Columbia

A propos de la visite à Bruxelles de deux représentants de la communauté de paix San José de Apartado et du départ pour la Colombie de deux volontaires belges

Colombianen en Belgen strijden voor de mensenrechten in Colombia

Pages 2-4

Guatemala

La tendance à criminaliser les demandes environnementalistes

Pages 5-6

Indonésie

A propos de la Papouasie

Pages 7-8



PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation internationale impartiale et indépendante de tout gouvernement, toute tendance politique ou croyance religieuse. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL organise une présence internationale dans les zones de conflit armé à la demande d'associations locales menacées afin de sauvegarder l'espace nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'un dialogue et d'une résolution non violente des conflits. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation officiellement reconnue par les Nations Unies.

Colombie

Deux représentants de la communauté de paix San José de Apartado, invités en Europe pour y être honorés, sont en visite à Bruxelles tandis que deux volontaires belges partent travailler avec PBI en Colombie

Le 5 septembre dernier, en collaboration avec Broederlijk Delen et le bureau du Projet Colombie, PBI-Belgique invitait la presse dans ses bureaux pour faire connaître le témoignage de Nohelia et Gildardo Tuberquia, deux représentants de la communauté de paix colombienne de San José de Apartado, de passage à Bruxelles, et pour présenter nos deux compatriotes, la francophone Catiane Vander Kelen et la néerlandophone Ina Vandenberghe, toutes deux volontaires de PBI en partance pour la Colombie. Les communiqués de presse en français et en néerlandais qui suivent ainsi que les autoportraits des volontaires rendent compte de ce qui s'est dit à la conférence de presse.

Le 1^{er} septembre, la communauté de paix « San José de Apartado » de Colombie a reçu le 20^e Prix de la Paix de la ville d'Aix-la-Chapelle. Confrontés à une situation où les paysans sont chassés de leurs maisons et de leurs terres par des groupes armés et où des citoyens innocents sont assassinés, les membres de la communauté « San José de Apartado » s'efforcent d'apporter une réponse non-violente au défi que constitue la simple volonté de continuer à exister. C'est cette obstination à travailler en faveur de la paix qui a valu à la communauté la distinction qui lui a été décernée.

Gildardo et Nohelia Tuberquia, deux représentants de San José de Apartado étaient de passage à Bruxelles cette semaine. Au cours de leur visite, ils ont notamment rencontré des représentants de Broederlijk Delen et de Peace Brigades International.

A cette occasion, les deux témoins colombiens ont expliqué à quel point le soutien de la communauté internationale reste important pour leur communauté. « Le prix que nous avons reçu à Aix-la-Chapelle constitue une reconnaissance importante pour notre communauté. C'est une forme de protection », affirme Gildardo Tuberquia. « Nous, nous ne valons rien aux yeux du gouvernement colombien », poursuit Nohelia, « mais les étrangers, eux, sont respectés. Pour cette raison, nous ne nous sentons pas sûrs si nous devons aller seuls jusqu'au village. Mais si nous sommes accompagnés par un observateur étranger, cela nous rassure. »

Et justement, deux volontaires belges s'envolent dans quelques jours pour la Colombie, où elles rejoindront une des équipes de Peace Brigades International. Après sa rencontre avec Gildardo et Nohelia Tuberquia, Catiane Vander Kelen parle avec enthousiasme de son engagement au sein de PBI : « Ce qui me motive à partir avec cette association, c'est qu'elle n'impose pas des solutions ve-

nant de l'étranger, mais qu'elle contribue simplement à maintenir l'espace d'action qui permet aux organisations locales de mettre en œuvre leurs propres solutions. »



Les représentants de la communauté de paix de San José de Apartado, Gildardo et Nohelia Tuberquia (au centre), entourés des volontaires Catiane Vander Kelen (à gauche) et Ina Vandenberghe (à droite)

Pour la première fois, Broederlijk Delen (BD) envoie une volontaire flamande, Ina Vandenberghe, rejoindre l'une des équipes de Peace Brigades International en Colombie. Patricia Verbauwhede, responsable « Colombie » au sein de BD, se réjouit de cette nouvelle collaboration : « Jusqu'à présent, nous n'avions pas de volontaire en Colombie, alors que nous soutenons pourtant dix-sept organisations dans ce pays. La présence d'Ina là-bas sera pour nous l'occasion de recevoir un témoignage de première main. Et nous espérons qu'à son retour, elle pourra collaborer à notre travail d'éducation, d'information et de conscientisation. »

Françoise Denis



Colombianen en Belgen strijden voor de mensenrechten in Colombia

Op woensdag 5 september kwamen twee leden van de Colombiaanse vredesgemeenschap van San José de Apartadó op bezoek bij PBI-België. Anderzijds staan twee Belgische vrijwilligsters vertrekkenklaar voor een verblijf van 1 jaar in Colombia als lid van het Colombia-team van Peace Brigades International.

Oproep voor internationale steun

Gildardo en Nohelia Tuberquia doorkruisen momenteel Europa om aandacht te vragen voor de alarmerende situatie van de vredesgemeenschap van San José de Apartadó. Alhoewel die gemeenschap sedert haar ontstaan in 1997 een neutrale zone wil zijn in een land dat verscheurd wordt door het conflict tussen het leger (inclusief de para-militairen) en de guerrilla, wordt zij voortdurend geconfronteerd met moordaanlagen en invallen van het leger en de para-militairen.

De vredesgemeenschap bevindt zich in het Noordwesten van Colombia en werd opgericht met steun van Mgr. Isaiás Duarte Cancino, de Commissie Rechtvaardigheid en Vrede en de ngo CINEP (ook een partnerorganisatie van Broederlijk Delen). Het was een antwoord op de chaotische situatie in 1997 waarbij de para-militairen de regio terroriseerden. In plaats van te vluchten (en ontheemd te worden) heeft de gemeenschap van 1.300 mensen gekozen voor actieve geweldloosheid, d.w.z. dat zij weerstand biedt aan onrecht en straffeloosheid, maar anderzijds absoluut niet wil deelnemen in het conflict. Zij zal ook geen informatie verschaffen aan de strijdende partijen.

ONDANKS alle tegenkanting zijn ze erin geslaagd om gedwongen verhuizing te verhinderen en ook om groepen van ontheemde personen te laten terugkeren naar hun gronden. In Colombia bestaan zo'n 15 vredesgemeenschappen.

In weerwil van oproepen uit binnen- en buitenland om de het voortbestaan van de Vredesgemeenschap te verzekeren, willen zowel president Uribe als het leger dit initiatief wurgen: in 2004 noemde Uribe hen "de corridor van de guerrilla", de landbouwproducten van de gemeenschap worden geboycot op de lokale markt. De regering geeft hen geen middelen voor onderwijs en gezondheidszorg. Het leger en de politie is nadrukkelijk aanwezig maar ze zijn blijkbaar "onmachtig" om de moorddadige acties van para-militairen (die officieel ontwapend zijn) tegenover de vredesgemeenschap te voorkomen. Merkwaardig is ook dat de regio San José een vruchtbare landbouwstreek is (bananen, cacao) en dat er ook mijnbouw plaats vindt en hydro-electrische centrales in ontwerp zijn. De ontvolking van dit gebied zou de machthebbers dus goed uitkomen.

In de 10 voorbije jaren werden 180 leden van de vredesgemeenschap vermoord, waaronder ook een dochter van onze bezoeker Nohelia. Slechts enkele tientallen van deze moorden werden onderzocht, en tot nu toe werd slechts één verdachte geïdentificeerd.

Dit jaar is het geweld nog toegenomen: twee leiders van de Vredesgemeenschap werden door de para-militairen doodge-



Gildardo en Nohelia Tuberquia

schoten, waarvan één zeer openlijk tijdens een rit met een bus van het openbaar vervoer. Er werd ingebroken in de kantoren van Fellowship of Reconciliation, waarbij enkel informatie over San José werd meegenomen. Een andere mensenrechtenorganisatie in Medellín: Corporación Jurídica Libertad, die juridische bijstand verleent, ontving doods-bedreigingen.

Het recentste slachtoffer, de 19 jarige Alfonso de Jesus Bedoya Florez, werd gemarteld en vermoord op 31 augustus. Volgens het leger was hij een medewerker aan de guerrilla, in dit geval letterlijk de dooddoener. Uitgerekend de dag daarna ontvingen Gildardo en Nohelia namens hun gemeenschap de vredesprijs van de stad Aken, omwille van hun inzet voor de vrede ondanks het gevaar voor henzelf. Op hun agenda staan contacten in België, Duitsland, Nederland, Spanje en tenslotte Italië, waar de stad Ovada (Alessandria) hun de prijs "Testimone di Pace" zal toekennen.

Internationale vrijwilligers voor vrede en mensenrechten

Omdat de aanwezigheid van buitenlandse waarnemers het gevaar voor bedreigde personen en groepen in Colombia kan beperken, heeft de organisatie Peace Brigades International 4 teams van internationale waarnemers ter plaatse. Door hun lieflijke aanwezigheid trachten deze jonge vrijwilligers in het klimaat van straffeloosheid en repressie toch een zekere ruimte te behouden om actie te voeren voor het respect voor de mensenrechten. Zij informeren ook de ambassade van hun thuisland en alle mogelijke autoriteiten in Colombia over de bedoeling van hun aanwezigheid. Gildardo bevestigde dat zij zonder de aanwezigheid van PBI en FOR (Fellowship of Reconciliation) niet zouden kunnen overleven.



A m é r i q u e s

Als gevolg van de samenwerking tussen Broederlijk Delen en Peace Brigades International zal de 27-jarige Ina Vandenberg uit Oostende op 15 september naar Colombia vertrekken. Zij heeft reeds ervaring verworven als leerkracht in een school voor gehoorstoorden in Bolivia en heeft zich tijdens een vormingsweek in Spanje intensief

voorbereid op deze nieuwe uitdaging. Zij zal deel uitmaken van het PBI-team in Urabá (dichtbij San José de Apartadó), tezamen met Catiane Vander Kelen, een franstalige vrijwilligster uit Brussel die ook op september naar Colombia afreist.

Autoportret van Ina Vandenberg

Ik ben Ina Vandenberg, 27 jaar en vertrek op 15 september als Broederlijk Delen-vrijwilligster naar Colombia, om daar deel uit te maken van Peace Brigades International. PBI is actief in 4 regio's in Colombia, Bogotá, Medellín, Barancabermeja en Urabá. Ik zal minstens één jaar werken in Urabá, waar het team vooral instaat voor de begeleiding van 'vredesgemeenschappen' en begeleidende NGOs, o.m. in San Jose de Apartadó.

Ik studeerde in 2003 af als licentiate in de logopedie en audiologie (specialisatie audiologie). Na deze studies trok ik een jaar naar Bolivia waar ik vrijwillig als audiologe in een dovenschool werkte. Ik gaf er een basiscursus over gehoorsstoornissen en leerde het plaatselijke team met de aanwezige apparatuur gehoorstesten afnemen en hoorapparaten aanpassen.

Tijdens mijn verblijf in Bolivia raakte ik geboeid door politieke processen in de derde wereld en vooral door de kracht van middenveldorganisaties om verandering af te dwingen. Ik was er in 2003 getuige van hoe de bevolking massaal de straat opkwam en erin slaagde de toenmalige Boliviaanse president te doen aftreden. Terug in België volgde ik een Master na Master opleiding Conflict and Development aan de Universiteit Gent. Ik maakte dan ook mijn eindwerk over het vreedzaam verzet in Bolivia.

De afgelopen twee jaar werkte ik in Antwerpen in een centrum voor volwassenenonderwijs als leerkracht Nederlands voor anderstaligen. Een fantastische job waar ik gemotiveerde mensen van over de hele wereld bij mij in de klas had. Bovendien was ik ook in België vrijwillig actief, o.m. bij Vzw Mobile School. Maar de lokroep om me in te zetten in Latijns-Amerika was te sterk. Bij een bezoek in Bolivia afgelopen zomer kwam ik in contact met Pacho Cortés, een Colombiaanse boerenleider die zijn land ontvluchtte maar in Bolivia opgepakt werd als 'terrorist' en 2 jaar achter tralies zat. Hij vertelde mij over de situatie in zijn land en de strijd die hij voerde voor de mensenrechten. Terug in België ging ik op zoek naar een manier om mij in te zetten voor de Colombiaanse bevolking. PBI is een organisatie die gelooft dat de kracht voor een vreedzame conflicttransformatie aanwezig is in het land zelf maar daar niet altijd de nodige ruimte krijgt. Als westerling kan je door je aanwezigheid en politieke druk trachten die ruimte voor mensenrechtenactivisten te creëren, een principe waar ik volledig achter sta. Broederlijk Delen schreef een vacature uit voor een vrijwilliger bij PBI waarop ik reageerde, en de bal ging aan het rollen. Na enkele sollicitaties (zowel bij BD als bij PBI), een intensieve schriftelijke opleidingsperiode en een vormingsweek in Spanje, ben ik klaar voor een nieuw Colombiaans avontuur!

Autoportrait de Catiane Vander Kelen

Je m'appelle Catiane Vander Kelen, j'ai 26 ans et j'habite Bruxelles. Je m'intéresse depuis longtemps à l'Amérique latine, surtout d'un point de vue politique, en particulier même du point de vue de la politique des droits humains.

J'ai étudié la sociologie à l'Université Libre de Bruxelles et j'ai obtenu un *master* en études d'Amérique latine à l'Université de Séville. Au cours de mes études, j'ai rédigé deux mémoires, que j'ai évidemment mis en relation avec les droits humains en Amérique latine. J'ai également eu plusieurs fois l'occasion de voyager sur le continent, ce qui n'a fait qu'attiser ma passion pour cette région du monde.

J'ai découvert PBI par hasard, en cherchant du travail sur internet. Le fait que ce soit une ONG qui défend les droits humains et qui permet de travailler en Amérique latine, a tout de suite attiré mon attention. Mais ce qui m'a définitivement décidée à envoyer ma candidature, c'est que PBI n'impose pas des solutions venant de l'étranger mais contribue simplement à maintenir l'espace d'action qui permet aux organisations locales de mettre en œuvre leurs propres solutions.

Il y a quelques mois, j'ai participé à une formation d'une semaine à l'issue de laquelle ma candidature a été acceptée et, le 13 septembre, je m'enverrai pour Bogota où, après 10 jours de formation sur place, j'irai rejoindre l'équipe d'Urabá avec Ina, l'autre Belge en partance pour la Colombie.



Guatemala

La tendance à criminaliser les demandes environnementalistes

Le conflit armé au Guatemala s'est caractérisé par la fermeture des espaces démocratiques d'expression et la répression ouverte envers les personnes exigeant leurs droits économiques, sociaux et culturels. La signature de la paix en 1996 ouvrit la possibilité pour les citoyens de s'exprimer et revendiquer librement leurs droits. Malgré cela, il y eut de graves cas de criminalisation des demandes sociales au travers de procédures judiciaires contre des leaders sociaux et populaires. Selon l'avocat Edgar Perez, cette criminalisation a généralement lieu quand sont initiées des actions contre l'Etat ou contre des secteurs politico-économiques du pays.

La criminalisation des revendications sociales a eu lieu dans différents domaines, comme l'accès à la terre, la justice ou l'éducation, les droits des travailleurs ou les droits environnementaux. Dans le cas des demandes agraires, les organisations de droits humains parlent d'une véritable politique de criminalisation. En effet, les cas de poursuites pénales contre les dirigeants paysans ainsi que les agressions et les menaces dont ceux-ci font l'objet ont crû de manière alarmante. Amnesty international signale que sous l'actuel gouvernement d'Oscar Berger, les ordres d'expulsion deviennent une pratique commune pour tenter de résoudre les conflits agraires en faveur du camp patronal. Cette organisation internationale dénonce l'usage excessif de la force dans les expulsions et fait remarquer que celles-ci sont souvent accompagnées de mandats d'arrêt contre les dirigeants paysans. Cela implique une augmentation de travail pendant cette législature pour le Ministère public, institution chargée des enquêtes judiciaires. Edgar Perez explique que dans les conflits entre jeunes colons expulsés et grands propriétaires terriens, "souvent, après être arrivé à un accord judiciaire dans lequel la compensation économique et l'indemnisation se font à travers l'octroi de la terre, rien ne bouge par la suite sauf quand les gens exercent leur droit légitime en prenant possession de la terre. Cependant, cette action est criminalisée en un délit d'usurpation quand il existe un jugement judiciaire émis par un juge compétent."

Récemment, des organisations environnementales ont également exprimé leur préoccupation pour être impliquées dans des actions légales dirigées contre elles. C'est le cas, par exemple, de l'Association des Amis du Lac Izabal (ASALI), accompagnée par les Brigades de Paix internationales depuis 2004. Lors des expulsions violentes ayant eu lieu entre novembre 2006 et janvier 2007 dans les communes de El Estor, Izabal et Panzos, Alta Verapaz, la porte-parole de l'association, Eloyda Mejia, a été impliquée dans deux plaintes pour usurpation de terre présentées par des gérants de la Compagnie Guatémaltèque de Nickel (CGN) auprès du Ministère public. La porte-parole considère que ces demandes (...) ne sont rien d'autre que des actes d'intimidation visant à fermer les espaces où les communautés peuvent trouver de l'information. De plus, elle déclare qu'ASALI réalise un travail de sensibilisation sur la valeur des ressources naturelles dans une zone n'ayant rien à voir avec l'occupation de terre. Ce cas reflète, selon Maria Eugenia Solis, avocate du collectif Madre Selva (Forêt Mère), le fonctionnement souple et efficace du système judiciaire quant aux cas de criminalisation des plaintes sociales, alors que d'autres demandes sont oubliées dans les archives du Ministère public.

Lors d'une conférence de presse en janvier 2007, le vice-président Eduardo Stein releva que parmi les principaux foyers d'ingouvernabilité auxquels doit faire face le gouvernement, figurent le crime organisé et le mouvement environnemental.

Elections dans un climat de violence

Le 9 septembre dernier, six millions de Guatémaltèques étaient appelés à voter pour élire le président, mais aussi renouveler le Congrès, élire les maires et les députés du Parlement centraméricain. Si le scrutin s'est déroulé dans le calme, il n'en a pas été de même de la campagne. Au cours des quatre derniers mois, plus de cinquante personnes, candidats ou militants, ont été assassinées, ce qui fait de cette campagne électorale la plus violente de l'histoire du pays.

L'un des événements de l'élection présidentielle était la candidature de Rigoberta Menchu, lauréate du Prix Nobel de la Paix en 1992. Mais cette militante de la lutte pour les droits des Amérindiens, majoritaires au sein de la population guatémaltèque, n'a pas réussi à s'affirmer dans l'arène politique. Elle n'obtiendrait que quelques pourcents de l'électorat. En fait, c'est le social-démocrate Alvaro Colom et l'ancien général Otto Perez Molina qui sont sortis en tête des votes à l'occasion de ce premier tour de scrutin. Ils s'opposeront au deuxième tour en novembre prochain.





Conférence de presse du collectif Madre Selva et d'ASALI en janvier 2007

En ce sens, le gouvernement considère que la résistance à la construction de barrages représente un source importante de conflit, signalant en particulier la polémique à propos des projets hydroélectriques de Xalala et Serchil dans les départements de Quiché et Alta Verapaz. Le Collectif Madre Selva a réagi en exprimant sa vive préoccupation devant ces déclarations qui représentent, selon Magali Rey Rosa, membre du collectif, (...) *une menace contre l'intégrité de ceux qui luttent pour préserver la richesse naturelle du Guatemala.*

Un exemple récent impliquant le mouvement écologiste se réfère à une étude scientifique sur la pollution dans le Rio Tzala, dans les environs de l'entreprise Montana Exploradora de Guatemala S.A., à Sipakapa, San Marcos. L'étude a été réalisée par le biologiste Flaviano Bianchini, qui collabore en qualité de volontaire pour le Collectif Madre Selva et relève la présence de contaminants dans des échantillons d'eau prélevés près de la zone d'activité minière. En conséquence, le Collectif déposa une plainte devant le Ministère public, le gouvernement et le Procureur des Droits Humains en décembre 2006, contre l'entreprise Montana Exploradora de Guatemala S.A., pour délits de pollution industrielle, atteintes à la santé et à l'environnement. La réponse du Ministère de l'Energie et des Mines, selon l'avocate Solis, fut immédiate, accusant Bianchini d'être "un charlatan" et donnant un contenu délictuel à l'étude réalisée, sans présenter aucune donnée scientifique qui réfute les résultats de celle-ci.

Autre cas illustrant la criminalisation des plaintes sociales : la manifestation de septembre 2004 des communautés affectées par la construction du barrage Chixoy. Ce projet hydroélectrique, (1975-1985), financé par la Banque mon-

diale et la Banque interaméricaine de Développement (BID), est à mettre en relation avec le massacre, en 1982, de près de 400 personnes de la communauté Rio Negro dans le Baja Verapaz par l'armée guatémaltèque et des patrouille civiles (PAC), en plus des milliers de déplacés et spoliés. En 2004, les communautés protestèrent de manière pacifique pour le manque d'indemnités et de compensations pour les violations des droits humains et les pertes économiques encourues pendant la construction du barrage. Cette plainte trouva un épilogue pacifique par la signature d'un accord avec des représentants de l'Institut national d'Electrification (INDE), d'autres autorités gouvernementales et des observateurs du bureau du Procureur des Droits humains (PDH). Cependant, quelques jours plus tard, les représentants de l'INDE, ont déposé une plainte devant le Ministère public contre les dirigeants de la Coordination des Communautés affectées par le barrage de Chixoy, accusés de *menaces, lésions graves et attentat contre la sécurité de la nation.* Edgar Pérez déclare que dans ce cas, *l'Etat, par le biais du Ministère public, entame une procédure judiciaire alors que les faits avérés sont totalement disproportionnés par rapport à une action pénale.* En même temps, l'avocat pense que le cas de Chixoy pourrait être un exemple de la façon dont peut se résoudre ce type de situations, étant donné que les négociations politiques, entamées après la manifestation, ont connu des avancées importantes jusqu'à nos jours.

L'année 2007 a commencé de façon particulièrement violente pour les défenseurs de l'environnement avec la tentative d'assassinat le 10 janvier de deux activistes de l'organisation environnementaliste Tropico Verde, Carlos Albacete et Piedad Espinosa. En retournant chez eux pendant la nuit, depuis l'aéroport, ils sont tombés dans une embuscade tendue par quatre hommes vêtus de noir, masqués de cagoules noires et gilets pare-balles qui ont tiré sur le véhicule. Le taxi dans lequel se trouvaient Carlos et Piedad put continuer son chemin et ceux-ci s'en sortirent sains et saufs. La tentative d'assassinat fait suite à une série de menaces que Tropico Verde a reçues suite aux plaintes déposées pour usurpation illégale de terres dans la réserve de la Biosphère Maya et cette dernière attaque a obligé l'organisation à quitter le pays. Malgré les menaces et la criminalisation, les activistes continuent leur travail pour la défense des droits humains. Eloyda Mejia pense que *« même si nous (les organisations) nous taisions et ne dénoncions plus ces faits, la population le ferait pour son compte étant donné que c'est sa terre, son eau et son milieu de vie qui sont menacés ».*

Article tiré du bulletin de PBI-Guatemala
et traduit par Denis Jouniaux



Indonésie

La Papouasie, une plaie ouverte pour le gouvernement indonésien

Depuis des décennies, le gouvernement indonésien craint les tentatives d'indépendance de sa province riche en matières premières, la Papouasie. Il déploie sur place du personnel de sécurité qui commet sans cesse des violences contre les indigènes papous. De son côté, l'autonomie légale croissante n'a pas non plus amené de sérieuses améliorations.

La Papouasie est située à plus de 3 500 km de Jakarta, la capitale. Elle forme avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée indépendante la deuxième plus grande île au monde. Beaucoup d'immigrants d'autres îles vivent en Papouasie. Face aux autochtones, ils ont une avance considérable en termes de formation et dominent presque tous les domaines de l'économie. Les Papous indigènes sont toujours plus marginalisés et se sentent traités comme des citoyens de seconde classe. Pour le gouvernement central, la Papouasie est une plaie ouverte. Il craint en effet que la province puisse faire aboutir ses tentatives d'indépendance, ce qui signifierait la suppression de revenus provenant des impôts et de nombreuses matières premières telles que les métaux précieux, le bois, le pétrole et le gaz naturel.

Un choix imposé

En 1962, sous la pression des Etats-Unis, les anciens colonisateurs hollandais ont accepté l'accord de New York et ont remis la Papouasie à l'Indonésie. Ils ont cependant posé comme condition que la Papouasie ait le droit, par un vote populaire (le soi-disant "Acte du libre choix") de choisir si elle voulait ou pas appartenir à l'Indonésie. Avant le vote, les militaires ont menacé la population civile. Finalement, seuls 1 025 hommes ont pu voter en 1969. Ces derniers ont décidé que la Papouasie devait rester liée à l'Indonésie. Pour le gouvernement indonésien, ce rattachement est valable et a force de loi, alors que pour les Papous indigènes, il est synonyme d'occupation militaire, d'oppression et de colonialisme. Dans le conflit actuel, ce vote a joué un rôle déterminant. Cependant, il n'apparaît dans aucun manuel scolaire et n'est pas traité dans les cours d'histoire. Officiellement, la Papouasie s'est unie volontairement à l'Indonésie après le départ des Hollandais.

Le mouvement d'indépendance et la militarisation

Dans les années 1960, le Mouvement d'indépendance pour une Papouasie libre est né. Mal équipé et mal organisé, il agit tant avec des moyens pacifiques que militaires. La majorité des Papous souhaitent intimement l'indépendance, toutefois sans violence. Ce désir d'indépendance a amené le gouvernement indonésien, durant les 40 dernières années, à déployer de nombreux militaires et policiers dans la province, afin de contrôler les mouvements séparatistes. Cependant, ces forces de sécurité ne différencient que légèrement les combattants pour l'indépendance avec le reste

de la population. Des milliers d'innocents sont victimes de violations des droits humains telles que des déplacements forcés, des expulsions, des tortures et des meurtres. Les troupes ne luttent pas seulement contre les tentatives d'indépendance, elles contrôlent également les énormes gisements de matières premières de Papouasie. Les forces de sécurité profitent directement de l'exploitation de ces ressources, par exemple par la coupe de bois illégale ou en assurant leur part de bénéfices par des pots-de-vin.

Le statut d'autonomie spéciale, une solution ?

Avec la chute du dictateur militaire Suharto, 1998 a marqué le commencement d'un processus non seulement de démocratisation mais également de décentralisation en Indonésie. Depuis 2002, la province de Papouasie jouit du statut d'autonomie spéciale. Des développements réjouissants ont eu lieu : d'une part, l'établissement d'une Commission nationale des droits humains en Papouasie et d'un Conseil qui représente les Papous indigènes ; d'autre part, l'entrée en vigueur d'un règlement selon lequel les fonctions politiques les plus élevées en Papouasie doivent être occupées par des indigènes. En outre, une plus grande partie des revenus provenant de l'exploitation des matières premières afflue vers la province. Cependant, l'application et le maintien de cette loi d'autonomie spéciale ont leurs limites. Par exemple, le Conseil des Papous indigènes peut émettre des recommandations mais ne peut prendre aucune décision. La Commission nationale des droits humains n'est pas seulement sabotée par le manque de soutien financier et politique de Jakarta, mais est également régulièrement menacée, comme le montrent les événements récents. En début d'année, Albert Rumbekwan, le directeur de la Commission, a rencontré Hina Jilani, la Représentante spéciale pour les défenseurs des droits humains aux Nations Unies. Après sa visite, Hina Jilani a déclaré que les défenseurs des droits humains actifs dans la province de Papouasie risquaient toujours d'être victimes d'"actes de torture, d'arrestations arbitraires et de manœuvres de harcèlement aux mains de la police, de l'armée et des forces de sécurité du pays". Depuis, Rumbekwan reçoit régulièrement des messages sur son téléphone portable le menaçant de mort, lui et sa famille. Les menaces font référence à son travail en faveur des droits humains en Papouasie.

Valérie Herzog et Katharina Gfeller



Indonésie

Du danger de parler des violations des droits humains avec un représentant de l'ONU...

Depuis qu'ils ont rencontré, à la mi-juin, Mme Hina Jilani, Représentante spéciale des Nations Unies pour les droits humains auprès du Secrétaire Général, des défenseurs papous sont la cible d'attaques continuelles, d'intimidations, de surveillance et de menaces de mort.

La Commission asiatique pour les droits humains (The Asian Human Rights Commission, AHRC) a lancé le 28 juin une action urgente en faveur de ces défenseurs, menacés immédiatement après avoir rencontré Mme Hina Jilani. Des membres de l'armée indonésienne (TNI) menaceraient les personnes ayant informé Mme Jilani des violations des droits humains en Papouasie. L'Indonésie étant membre du Conseil des droits humains de l'ONU (conseil qui a mandaté Mme Jilani), ces attaques contre les défenseurs qui lui ont parlé devraient être considérées comme extrêmement graves, de même que l'échec du gouvernement à enquêter sur ces incidents. Cela remet en question la crédibilité de l'Indonésie en tant que membre du Conseil des droits humains.

L'AHRC mentionne trois cas dans son appel urgent. Le premier concerne deux personnes de la Commission Justice et Paix du Diocèse de Jayapura (SKP Jayapura) : Frederika Korain et le prêtre Perinus Kogoya. Après avoir participé à un séminaire avec Mme Hilani en juin dernier à Jakarta, ils sont repartis vers Jayapura. A une dizaine de minutes de l'aéroport, ils se sont fait percuter par une jeep Kijang bleue, portant une plaque d'immatriculation de la police. Deux personnes sorties de la jeep s'identifient comme des commandants des services secrets de la région de Trikora (Komandan Intel Kodam XVII Trikora), en précisant leurs noms et numéros de téléphone portable. La police, témoin de la scène, a laissé partir la jeep sans établir la responsabilité de ses passagers dans l'accident, dont on ne peut pourtant ignorer la volonté évidente d'intimidation, la jeep ayant suivi les défenseurs depuis l'aéroport avant de les percuter en toute impunité.

Le second cas concerne Yan Christian Warinussy, directeur général de l'Institut de recherche, d'analyse et de développement de l'aide judiciaire (the Institute of Research, Analysis and Development for Legal Aid, LP3BH), à Manokwari. Cette association est accompagnée par PBI. Yan Christian Warinussy rapporte avoir été mis sous surveillance à la fois à son bureau et à son domicile, dès le lendemain de sa rencontre avec Mme Hilani à Jayapura le 8 juin. Depuis, il a demandé un accompagnement plus régulier à PBI, les menaces n'ayant pas cessé.



Mary et Yan Christian Warinussy entourés de deux volontaires de PBI

Le troisième cas est celui de M. Albert Rumbekwan, président de la Commission nationale des droits humains (Komnas Ham) pour la Papouasie, qui a reçu des sms menaçants, tels que : «Vous qui témoignez sur la situation des droits humains en Papouasie, vous essayez de détruire le peuple. Vous voulez des preuves que des gens sont assassinés ? Je vais assassiner votre tribu, votre famille, et vos enfants deviendront des os pour montrer qu'il n'y a qu'une zone de paix en Papouasie !» Après plusieurs messages de ce type, des hommes non identifiés se sont garés devant le bureau de Komnas Ham, appelant Albert Rumbekwan, lui criant de sortir. Ils l'ont ensuite suivi en voiture jusque chez lui, où ils sont restés à le surveiller pendant plusieurs heures.

La Commission des personnes disparues et victimes de violence (KontraS), association également accompagnée par PBI, a d'ores et déjà écrit au Chef de la Police de la province de Papouasie, au Chef de la Police nationale, au Commandant militaire de Trikora, au Ministère des Affaires étrangères indonésien, ainsi qu'au président de Komnas Ham à Jakarta. Aucune décision gouvernementale n'a cependant été prise pour enquêter sur ces incidents.

Marie Akbar

